

liberté de réunion, d'association, de circulation, liberté de la presse, législation sociale de la Métropole.

Pourtant cette première étape devait être entreprise immédiatement et parcourue dans le plus court délai. Et Magdeleine Paz soulignait en ces termes l'accueil fait à l'appel que nous avions adressé aux peuples coloniaux :

« Une frénésie ardente des gens qui ont trop attendu et ne peuvent plus attendre. » Ce programme, purement démocratique, que nous avons ainsi annoncé, comment s'est-il traduit ? Eh bien ! La Commission d'enquête prévue par le programme du Front populaire n'est pas encore partie. Les libertés démocratiques, on en accorde sans doute, mais au compte-goutte. En Tunisie, en Algérie, le projet qu'on appelle Blum-Violette, est une promesse excellente pour détacher le peuple musulman des influences fascistes qui se sont développées en Algérie. Mais ce n'est encore qu'une promesse. Quant au Maroc, le général Noguès déclare : « Les manifestations normales de la vie démocratique pourraient constituer un exemple néfaste. » En Indochine, le gouverneur Brévic dit également : « Il y a des aspirations justes, légitimes, mais irréalisables dans les circonstances actuelles. » Enfin, la majorité du Front populaire à la Chambre a voté un amendement à la loi sur la presse aggravant le régime de la presse aux colonies. Je n'insiste pas sur la déplorable dissolution de l'Etoile Nord-Africaine qui, au défilé du 14 juillet, nous avait impressionné par les masses profondes de musulmans qu'elle avait rassemblées derrière le Front populaire. Ce seul souvenir aurait dû lui donner droit à plus de ménagement.

DUBOIS. — Ce n'est pas vrai, Pivert !...

LE PRÉSIDENT. — Pas d'incident, il a terminé !

MARCEAU PIVERT. — Je répète que l'Etoile Nord-Africaine a participé au défilé du 14 juillet, à Paris, et je regrette qu'on se soit cru obligé de prendre une mesure contre elle, alors qu'il y a encore des ligues fascistes qui font des rassemblements. Le jour même de la grande manifestation du Front populaire de Lyon, 15.000 Croix de Feu se rassemblaient à Poitiers et contrôlaient la région.

UN ASSISTANT. — Il n'y a eu aucune protestation au sein du Comité de Front populaire de la Région Parisienne !

MARCEAU PIVERT. — Et puis après ? C'est bien ce que je déplore.

LE PRÉSIDENT. — N'interrompez pas !

MARCEAU PIVERT. — Au Maroc, en novembre, près de 1.000 arrestations, 200 condamnations allant jusqu'à trois ans de prison. En Indochine, en octobre, deux conseillers municipaux ouvriers sont arrêtés et font la grève de la faim; 20.000 manifestants pacifiques sont chargés par la police en janvier. Ces répressions sont le fait de fonctionnaires fascistes. Mais qu'attendez-vous pour les révoquer ? Vous avez tous les jours des occasions pour épurer ! C'est cela que nous ne pouvons pas comprendre, camarades. On nous dit : « Comment concilier l'épuration avec le droit syndical, les garan-

ties qui sont dûes aux fonctionnaires ? » Mais tous les jours des fonctionnaires fascistes trahissent leurs devoirs professionnels, n'appliquent ni dans la lettre ni dans l'esprit les ordres qu'ils reçoivent. Exécutez ce fonctionnaires ! Si c'était le contraire, on le ferait bien avec nous; au lieu de cela, votre faiblesse démoralise nos amis et donne de l'autorité aux fascistes pour continuer à faire de la mauvaise besogne.

De partout les mêmes témoignages nous parviennent, des Antilles, de la Réunion, de Madagascar — Madagascar reconstituait récemment une Fédération du Parti. Or, à la sortie d'une réunion, on dresse procès-verbal aux camarades qui viennent de former une section socialiste... Cela est vraiment intolérable et c'est le président de la Ligue des Droits de l'Homme, c'est le secrétaire du Front populaire qui nous écrivent que « la consternation et le désespoir s'emparent de tous les militants de gauche ».

### POUR LE SOCIALISME

En pleine conscience du danger, nous apportons ces critiques et marquons une fois encore notre préférence pour une ligne politique offensive dans tous les domaines. Nous avons été profondément blessés que le Secrétaire et la majorité de la C.A.P. nous aient dénoncés, à cause de cela, comme des camarades manquant non seulement de fraternité, mais encore « capables de poignarder dans le dos nos camarades du gouvernement ». Quand une telle phrase est reproduite, comme elle l'a été devant des milliers de sections de province qui ne nous connaissent pas, je dis qu'on est injuste et qu'on gêne considérablement le travail de collaboration cordiale nécessaire à la vie intérieure du Parti.

Mais nous ne voulons pas nous laisser aller à nos réflexes, nous nous maîtrisons, nous ne portons notre effort que dans le cadre de nos droits; nous sommes des militants loyaux. Nous ne voulons rien faire qui fasse du mal à notre Parti ni au gouvernement.

Demain, nous ferons comme toujours, ce que le Parti aura décidé. Mais il y a une chose que l'on ne pourra pas nous empêcher de faire, c'est de dire au Parti ce que nous croyons, profondément, être la vérité. Cela, camarades, c'est impossible, ce serait nous arracher notre qualité de socialistes. Car, au fond, notre qualité de socialistes, ce qui nous fait vraiment plus attachés que jamais à notre Parti, et ce qui fait sa suprême garantie, c'est la possibilité de dire librement et complètement tout ce que nous pensons. Qu'il y ait des modalités à trouver pour consulter vraiment les militants, c'est incontestable. Il faut les trouver, soit par le moyen de « la Vie du Parti » qu'on envoie à tous les adhérents, soit par une revue, nous serons à votre disposition pour y participer. Mais nous n'acceptons pas que l'on prive le parti, que l'on nous prive nous-mêmes de ce que nous considérons comme l'arme révolutionnaire par excel-